

**Art. 3.** In artikel 4 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 1, tweede streepje, wordt vervangen door volgende bepaling :

« - de deelnameverklaring moet slechts één enkele keer worden ingediend door de producent, namelijk tijdens het kalenderjaar waarvoor de producent voor de eerste keer de premie wil verkrijgen of uiterlijk vóór 1 maart van het daaropvolgende kalenderjaar; »;

2° in punt 3, derde streepje, worden de woorden « Instituut voor Veterinaire Keuring » en « veterinaire inspectie » vervangen door « het Agentschap ».

**Art. 4.** In artikel 8 van hetzelfde besluit wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Ongeacht de steunregeling die door het Bestuur wordt beheerd, kan het Bestuur indien er een onverschuldigd bedrag is gestort of indien er een bijkomende inhouding plaatsvindt, dat bedrag compenseren met elk in dit besluit bedoeld steunbedrag dat aan de producent verschuldigd is. »

**Art. 5.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden « Ministerie van Middenstand en Landbouw » vervangen door de woorden « Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest ».

**Art. 6.** Artikel 10 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 10. Op straffe van uitsluiting moet het beroep tegen de beslissingen die in toepassing van het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de slachtpremie in de rundvleessector en diens toepassingswijze zijn getroffen, op straffe van nietigheid bij aangetekend schrijven bij het Bestuur worden ingediend binnen de maand volgend op de mededeling van de beslissing. Het indienen van een beroep is van generlei invloed op de opschorting van een eventueel verzoek om terugbetaling van de onverschuldigd betaalde bedragen. »

**Art. 7.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2002, met uitzondering van de artikelen 1, 2 en 3 die uitwerking hebben vanaf 16 oktober 2002.

**Art. 8.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

---

#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 914

[2003/200248]

#### 19 DECEMBRE 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif à la prime spéciale et au paiement à l'extensification pour les producteurs de viande bovine

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 22 février 2001;

Vu le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil du 27 novembre 1992 établissant un système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 495/2001 du 13 mars 2001;

Vu le règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil du 17 mai 1999 portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 2345/2001 du 30 novembre 2001;

Vu le règlement (CE) n° 2342/1999 de la Commission du 28 octobre 1999 établissant modalités d'application du règlement (CE) n° 1254/1999 du Conseil portant organisation commune des marchés dans le secteur de la viande bovine en ce qui concerne le régime des primes, modifié en dernier lieu par le règlement (CE) n° 169/2002 du 30 janvier 2002;

Vu le règlement (CE) n° 2419/2001 de la Commission du 11 décembre 2001 portant modalités d'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires établis par le règlement (CEE) n° 3508/92 du Conseil;

Vu l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime spéciale et au paiement à l'extensification pour les producteurs de viande bovine, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 décembre 2002;

Vu l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif à la prime spéciale et au paiement à l'extensification pour les producteurs de viande bovine;

Considérant l'accord du 15 juillet 2002 lors de la Conférence interministérielle de l'Agriculture relative au transfert des compétences de la politique agricole aux Régions et spécifiquement en ce qui concerne les modalités d'application pour la prime spéciale et au paiement à l'extensification pour les producteurs de viande bovine;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 18 décembre 2002;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 décembre 2002;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de prendre sans retard des mesures relatives à la prime spéciale et au paiement à l'extensification pour les producteurs de viande bovine pour suivre les modalités d'application du règlement (CEE) n° 3508/92 et des règlements (CE) n° 1254/1999 et n° 2342/1999 et du nouveau règlement (CE) n° 2419/2001;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002;

Considérant le protocole d'accord du 13 mars 2002 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche pour la période transitoire débutant le 1<sup>er</sup> janvier 2002 et se terminant le 15 octobre 2002;

Considérant que des mesures doivent être prises pour mettre en application les décisions relatives au transfert de ces compétences;

Considérant la nécessité d'assurer la continuité des missions du service public, et ce dans le respect des obligations imposées par la réglementation européenne dans le domaine de l'agriculture;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser les primes concernées aux producteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté ministériel du 3 décembre 2001 relatif à la prime spéciale et au paiement à l'extensification pour les producteurs de viande bovine, le point 5 est remplacé par la disposition suivante :

« 5. L'Administration : la Division des Aides à l'Agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne. »

**Art. 2.** Dans le même arrêté, les mots « bureau provincial de l'Administration » ou « bureau provincial » ou « bureau » sont remplacés par « service de proximité de l'Administration ».

**Art.3.** A l'article 3, § 3, du même arrêté, les mots « l'article 10, § 5, du règlement (CEE) n° 3887/92 » sont remplacés par « l'article 41 du règlement (CE) n° 2419/2001 ».

**Art. 4.** A l'article 4 du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« Sauf dans les cas prévus par l'article 9, point c), du règlement (CE) n° 2419/2001, le producteur doit déclarer chaque année les superficies fourragères de son exploitation dans le cadre et selon les dispositions du régime de soutien des producteurs de certaines cultures arables tel que prévu par l'arrêté royal du 19 décembre 2001, instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, et par ses modalités d'application. »

**Art. 5.** L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Pour obtenir le paiement à l'extensification, le producteur doit, sur le formulaire de déclaration de superficie prévu par l'arrêté ministériel du 20 décembre 2001 portant application de l'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, cocher la case réservée à cet effet. »

**Art. 6.** L'article 6 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 6. Le nombre d'unités de gros bovins est déterminé par l'Administration sur base d'au moins cinq comptages de la composition du troupeau à des dates déterminées au hasard, ou, le cas échéant, des différents troupeaux du producteur, selon les données de Sanitel. Le producteur est informé périodiquement par l'Administration des résultats de ces comptages. »

**Art. 7.** L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. § 1<sup>er</sup>. Le paiement sera refusé aux producteurs de viande bovine qui ont créé artificiellement les conditions pour obtenir la prime spéciale et/ou le paiement à l'extensification.

§ 2. Dans le cas où des bovins de plusieurs producteurs éligibles appartiennent à un troupeau Sanitel commun, la prime spéciale et le paiement à l'extensification sont seulement octroyés si, avant l'introduction de la demande, pour chaque bovin du producteur, la relation "bovin-unité de production" est enregistrée dans Sanitel et si cette relation est actualisée de manière permanente et conforme. »

**Art. 8.** A l'article 9 du même arrêté, les mots « du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture » sont remplacés par les mots « de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ».

**Art. 9.** A l'article 11 du même arrêté est ajouté un second alinéa :

« Quel que soit le régime d'aides géré par l'Administration, en cas de montant indûment versé ou de prélèvement supplémentaire, l'Administration peut opérer une compensation avec tout montant d'aide visé par le présent arrêté, dû au producteur. »

**Art. 10.** L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 12. Sous peine de forclusion, le recours contre les décisions prises en application de l'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime spéciale et au paiement à l'extensification pour les producteurs de viande bovine et de ses modalités d'application doit être introduit, sous peine de nullité, par lettre recommandée, auprès de l'Administration endéans le mois qui suit la communication de la décision. L'introduction d'un recours n'a aucune influence sur la suspension d'une éventuelle demande de remboursement des montants indûment payés. »

**Art. 11.** Le présent arrêté produit ses effets au 1<sup>er</sup> janvier 2002 à l'exception des articles 1<sup>er</sup> et 2 qui produisent leurs effets au 16 octobre 2002.

**Art. 12.** Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 914

[2003/200248]

**19. DEZEMBER 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Ministerialerlasses vom 3. Dezember 2001 bezüglich der Sonderprämie und der Extensivierungsprämie für die Rindfleischerzeuger**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates vom 27. November 1992 zur Einführung eines integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegelungen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 495/2001 vom 13. März 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2345/2001 vom 30. November 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2342/1999 der Kommission vom 28. Oktober 1999 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1254/1999 des Rates über die gemeinsame Marktorganisation für Rindfleisch hinsichtlich der Prämienregelung, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 169/2002 vom 30. Januar 2002;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 der Kommission vom 11. Dezember 2001 mit Durchführungsbestimmungen zum mit der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 des Rates eingeführten integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegelungen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der Sonderprämie und der Extensivierungsprämie für die Rindfleischerzeuger, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Dezember 2002;

Aufgrund des Ministerialerlasses vom 3. Dezember 2001 bezüglich der Sonderprämie und der Extensivierungsprämie für die Rindfleischerzeuger;

In Erwägung des auf der interministeriellen Konferenz für die Landwirtschaft bezüglich der Übertragung von Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft auf die Regionen und spezifisch bezüglich der Durchführungsbestimmungen für die Sonderprämie und die Extensivierungsprämie für die Rindfleischerzeuger geschlossenen Abkommens vom 15. Juli 2002;

Aufgrund des am 18. Dezember 2002 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 19. Dezember 2002 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, unverzüglich die Maßnahmen bezüglich der Sonderprämie und der Extensivierungsprämie für die Rindfleischerzeuger zu ergreifen und so den Durchführungsbestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 3508/92 und der Verordnungen (EG) Nr. 1254/1999 und (EG) Nr. 2342/1999 sowie der neuen Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 Folge zu leisten;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 auf die Regionen übertragen worden sind;

In Erwägung des zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt unterzeichneten Vereinbarungsprotokolls vom 13. März 2002 bezüglich der Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten im Bereich der Landwirtschaft und des Fischfangs für die Übergangsperiode vom 1. Januar 2002 bis zum 15. Oktober 2002;

In der Erwägung, dass Maßnahmen zu treffen sind, um die Beschlüsse bezüglich der Übertragung dieser Zuständigkeiten zur Anwendung zu bringen;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Kontinuität der Aufgaben des öffentlichen Dienstes zu gewährleisten und dabei die Auflagen der europäischen Regelung im Bereich der Landwirtschaft zu beachten;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Prämien an die Erzeuger oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - In Artikel 1 des Ministerialerlasses vom 3. Dezember 2001 bezüglich der Sonderprämie und der Extensivierungsprämie für die Rindfleischerzeuger wird Punkt 5 durch folgende Bestimmung ersetzt:

«5. Die Verwaltung; die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region.»

**Art. 2** - In demselben Erlass werden die Wortlaute «Provinzbüro der Verwaltung» oder «Provinzbüro» oder «Büro» durch den Wortlaut «lokale Dienststelle der Verwaltung» ersetzt.

**Art. 3** - In Artikel 3, § 3 desselben Erlasses wird der Wortlaut «Artikel 10, § 5 der Verordnung (EWG) Nr. 3887/92 durch den Wortlaut «Artikel 41 der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001» ersetzt.

**Art. 4** - Artikel 4 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 4 - Außer in den durch Artikel 9, Punkt c) der Verordnung (EG) Nr. 2419/2001 festgelegten Fällen hat der Erzeuger jedes Jahr die Futteranbauflächen seines Betriebs anzugeben. Diese Angabe geschieht im Rahmen der Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen und nach den in dieser Regelung angeführten Bestimmungen gemäß dem Königlichen Erlass vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen und seiner Anwendungsbestimmungen.»

**Art. 5** - Artikel 5 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 5 - Um eine Extensivierungsprämie beziehen zu können, hat der Erzeuger auf dem durch den Ministerialerlass vom 20. Dezember 2001 zur Anwendung des Königlichen Erlass vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen vorgesehenen Formular für die Flächenerklärung das diesbezügliche Feld anzukreuzen.»

**Art. 6** - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 6 - Die Anzahl Großvieheinheiten wird von der Verwaltung auf der Grundlage von wenigstens fünf Zählungen, die an willkürlich gewählten Daten durchgeführt werden und die Zusammensetzung der Herde oder ggf. der verschiedenen Herden des Erzeugers nach den Sanitel-Daten betreffen. Der Erzeuger informiert die Verwaltung periodisch über das Ergebnis dieser Zählungen».

**Art. 7** - Artikel 8 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 8 - § 1. Die Zahlung wird jenen Rindfleischerzeugern verweigert, die künstlich die Voraussetzungen geschaffen haben, um die Sonderprämie und/oder die Extensivierungsprämie zu erhalten.

§ 2. Falls Rinder mehrerer beihilfefähiger Erzeuger einer gemeinsamen Sanitel-Herde angehören, werden die Sonderprämie und die Extensivierungsprämie nur dann gewährt, wenn vor dem Einreichen des Antrags das Verhältnis "Rind-Produktionseinheit" für jedes Rind des Erzeugers in der Sanitel-Datenbank eingetragen ist und wenn dieses Verhältnis ständig ordnungsgemäß aktualisiert wird.»

**Art. 8** - In Artikel 9 desselben Erlasses wird der Wortlaut «des Ministeriums des Mittelstands und der Landwirtschaft» durch den Wortlaut «der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region» ersetzt.

**Art. 9** - Artikel 11 desselben Erlasses wird durch einen zweiten Absatz mit folgendem Wortlaut ersetzt:

«Ungeachtet der von ihr angewandten Beihilferegelung kann die Verwaltung im Falle einer ungeschuldet geleisteten Zahlung oder einer zusätzlichen Erhebung einen Ausgleich mit jeglichem im vorliegenden Erlass angeführten und dem Erzeuger geschuldeten Betrag durchführen.»

**Art. 10** - Artikel 12 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 12 - Unter Gefahr der Ablehnung muss die Klage gegen in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 30. November 2001 bezüglich der Sonderprämie und der Extensivierungsprämie für die Rindfleischerzeuger und seiner Durchführungsbestimmungen gefassten Beschlüsse unter Gefahr der Nichtigkeit durch einen Einschreibebrief an die Verwaltung innerhalb der Frist eines Monats nach der Mitteilung des Beschlusses eingereicht werden. Das Einreichen einer Klage hat keinerlei Einfluss auf die Aufhebung eines ggf. gestellten Antrags auf Rückerstattung der ungeschuldet gezahlten Beträge.»

**Art. 11** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2002 wirksam, mit Ausnahme der Artikel 1 und 2, die am 16. Oktober 2002 wirksam werden.

**Art. 12** - Der Minister der Landwirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 19. Dezember 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 914

[2003/200248]

**19 DECEMBER 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende de speciale premie en het extensiveringsbedrag voor producenten van rundvlees**

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 22 februari 2001;

Gelet op de verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad van 27 november 1992 tot instelling van een geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 495/2001 van 13 maart 2001;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad van 17 mei 1999 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees, laatst gewijzigd bij de verordening (EG) nr. 2345/2001 van 30 november 2001;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2342/1999 van de Commissie van 28 oktober 1999 tot vaststelling van uitvoeringsbepalingen van de verordening (EG) nr. 1254/1999 van de Raad houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector rundvlees met betrekking tot de premiereregelingen, laatst gewijzigd bij verordening (EG) nr. 169/2001 van 30 januari 2002;

Gelet op de verordening (EG) nr. 2419/2001 van de Commissie van 11 december 2001 houdende uitvoeringsbepalingen inzake het bij verordening (EEG) nr. 3508/92 van de Raad ingestelde geïntegreerde beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de speciale premie en het extensiveringsbedrag voor producenten van rundvlees;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende de speciale premie en het extensiveringsbedrag voor producenten van rundvlees;

Gelet op het akkoord van 15 juli 2002 op de Interministeriële Conferentie Landbouw betreffende de overheveling van de bevoegdheden inzake landbouwbeleid naar de Gewesten en, in het bijzonder, wat betreft de toepassingswijze voor de slachtpremie in de rundvleessector;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 18 december 2002;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 19 december 2002;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijld maatregelen getroffen dienen te worden voor de speciale premie en het extensiveringsbedrag voor de producenten van rundvlees om de toepassingswijze te volgen van de verordening (EEG) nr. 3508/92 en van de verordeningen (EG) nrs. 1254/1999 en 2342/1999 en van de nieuwe verordening (EG) nr. 2419/2001;

Overwegende dat de bevoegdheden op landbouwvlak vanaf 1 januari 2002 aan de Gewesten toegewezen zijn;

Gelet op het protocol-akkoord van 13 maart 2002 tussen de federale overheid, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Hoofdstedelijk Gewest Brussel betreffende de uitoefening van de bevoegdheden die naar de Gewesten zijn overgeheveld op het vlak van landbouw en visvangst voor de overgangperiode die op 1 januari 2002 ingaat en op 15 oktober 2002 beëindigd wordt;

Overwegende dat er maatregelen getroffen dienen te worden om de beslissingen betreffende de bevoegdheids-overheveling toe te passen;

Overwegende dat de continuïteit van de openbare dienstverlening gewaarborgd moet worden, met naleving van de verplichtingen opgelegd door de Europese regelgeving op het vlak van landbouw;

Overwegende dat er in boetes is voorzien bij niet-naleving van de termijnen die zijn opgelegd bij de Europese regelgeving om de betrokken premies te storten aan de producenten of in geval van vertraging in het toepasselijk maken van de betrokken regelgevingen of indien zij slecht worden toegepast;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden :

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 1 van het ministerieel besluit van 3 december 2001 betreffende de speciale premie en het extensiveringsbedrag voor producenten van rundvlees wordt punt 5 vervangen door volgende bepaling :

« 5. Het Bestuur : de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest. »

**Art. 2.** In hetzelfde besluit worden de woorden « provinciaal bureau van het Bestuur » of « provinciaal bureau » vervangen door de woorden « buurtdienst van het Bestuur ».

**Art. 3.** In artikel 3, § 3, van hetzelfde besluit worden de woorden « artikel 10, § 5, van de verordening (EEG) nr. 3887/92 » vervangen door de woorden « artikel 41 van de verordening (EG) nr. 2419/2001 ».

**Art. 4.** In artikel 4 van hetzelfde besluit wordt de bepaling vervangen door volgende bepaling :

« Behalve in de gevallen bepaald in artikel 9, punt c), van de verordening (EG) nr. 2419/2001 dient de producent jaarlijks de voederoppervlakten van zijn bedrijf aan te geven in het kader en volgens de bepalingen van de steunregeling van de producenten van bepaalde akkerbouwgewassen zoals bepaald bij het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen. »

**Art. 5.** Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 5. Om het extensiveringsbedrag te bekomen dient de producent op het formulier voor de oppervlakte-aangifte bepaald bij het ministerieel besluit van 20 december 2001 houdende uitvoering van het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, het daartoe voorziene vakje aan te kruisen. »

**Art. 6.** Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 6. Het aantal eenheden grote runderen wordt door het Bestuur bepaald op grond van minstens vijf tellingen van de samenstelling van het beslag op lukraak uitgekozen datums of, in voorkomende geval, van de verschillende beslagen van de producent, volgens de Sanitel-gegevens. De producent wordt periodiek door het Bestuur ingelicht over de resultaten van die tellingen. »

**Art. 7.** Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 8. § 1. De betaling wordt geweigerd aan de producenten van rundvlees die kunstmatig de voorwaarden tot stand hebben gebracht voor het verkrijgen van de speciale premie en/of voor het extensiveringsbedrag.

§ 2. In de gevallen waarin runderen van verschillende, in aanmerking komende producenten aan een gemeenschappelijk Sanitel-beslag behoren, worden de speciale premie en het extensiveringsbedrag enkel toegekend als de relatie « rund-productie-eenheid » vóór het indienen van de aanvraag voor elk rund van de producent in Sanitel is geregistreerd en als die relatie permanent en conform bijgehouden wordt. »

**Art. 8.** In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden « van het Ministerie van Middenstand en Landbouw » vervangen door de woorden « van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest ».

**Art. 9.** In artikel 11 van hetzelfde besluit wordt een tweede lid toegevoegd :

« Ongeacht de steunregeling die door het Bestuur wordt beheerd, kan het Bestuur indien er een onverschuldigd bedrag is gestort of indien er een bijkomende inhouding plaatsvindt, dat bedrag compenseren met elk in dit besluit bedoeld steunbedrag dat aan de producent verschuldigd is. »

**Art. 10.** Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 12. Op straffe van uitsluiting moet het beroep tegen de beslissingen die in toepassing van het koninklijk besluit en diens toepassingswijze zijn getroffen, op straffe van nietigheid bij aangetekend schrijven bij het Bestuur worden ingediend binnen de maand volgend op de mededeling van de beslissing. Het indienen van een beroep is van generlei invloed op de opschorting van een eventueel verzoek om terugbetaling van de onverschuldigd betaalde bedragen. »

**Art. 11.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2002, met uitzondering van de artikelen 1 en 2, die uitwerking hebben vanaf 16 oktober 2002.

**Art. 12.** De Minister van Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART